

Ecrit par le 1 novembre 2025

Tout savoir sur la Manifestation de jeudi 18 septembre contre l'austérité



Le cortège des manifestants se rassemblera jeudi 18 septembre à 10h30, cours Jean Jaurès à Avignon pour emprunter la rue de la République puis se diriger place du Palais des papes où la manifestation se clôturera en fin de matinée. Objet de cette mobilisation ? Les mesures budgétaires brutales annoncées sous le gouvernement Bayrou cet été et alors que le nouveau 1^{er} ministre Sébastien Lecornu ne les a pas toutes écartées.

Aux manettes ? Une intersyndicale motivée parmi lesquels : FO (Force ouvrière), La CFDT (Confédération française démocratique du travail), la CGC (Confédération générale des cadres), la CGT (Confédération Générale du Travail), FSU (Fédération syndicale unitaire, organisation syndicale de l'Education nationale et de la Fonction publique), l'UNSA (Union Nationale des Syndicats Autonomes de la Fonction publique), l'UPSO (Union de syndicats de pharmaciens d'officine) et l'Union syndicale Solidaires (Syndicalisme de lutte et de transformation sociale)...

Ecoles, pharmacies, retraités, salariés, santé, transports...

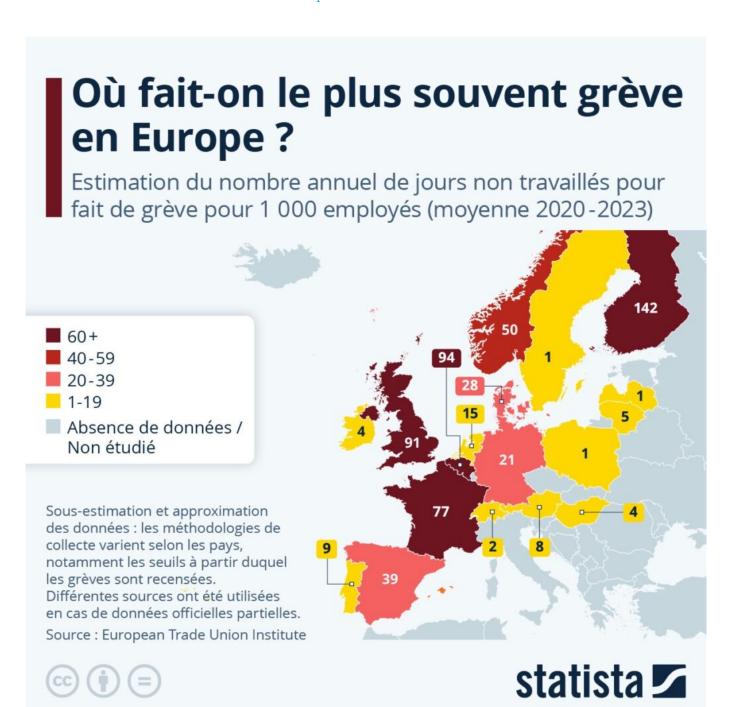
Jeudi 18 septembre risque d'être un jour noir pour les transports, les écoles, les pharmacies... Si les



demandes sont différentes selon les organisations syndicales, il est question de refuser l'austérité du budget Bayrou ; de mieux partager les richesses entre les profits des grosses entreprises et les salariés ; De demander une revalorisation générale des salaires et également un vrai salaire à temps complet pour les AESH (accompagnement des élèves en situation de handicap) ; de cesser d'augmenter l'impôt sur les salariés et les retraités ; de cesser d'attaquer la Fonction publique ; de donner plus de moyens à la santé et aux hôpitaux ; de contrer la diminution des marges des pharmacies sur les médicaments génériques ; de monétiser la 5° semaine de congés payés pour le transport ; Lutte contre le recul des acquis sociaux...

Où fait-on le plus souvent grève en Europe?

Ecrit par le 1 novembre 2025



La France se prépare à deux journées de mobilisation annoncées contre les projets d'économies budgétaires du gouvernement Bayrou. Le 10 septembre par un mouvement lancé sur les réseaux sociaux et le 18 septembre par l'intersyndicale, alors que certains syndicats du secteur des tranports aérien et ferroviaire prévoient des actions pour les deux dates.



À cette occasion, nous nous sommes penchés sur le recours à la grève en Europe. La France est-elle vraiment le pays où l'on dénombre le plus de mouvements sociaux de ce type ?

Selon une analyse de l'Institut syndical européen (<u>European Trade Union Institute</u>, <u>ETUI</u>), un centre indépendant de recherche lié à la Confédération européenne des syndicats, entre 2020 et 2023, la France faisait partie des pays européens où le nombre annuel moyen de <u>jours de grève recensés</u> était le plus élevé, soit près de 80 journées non travaillées pour 1 000 employés (estimation pour le secteur privé et public). Cependant, elle n'était pas seule en tête et était même devancée sur cette période, et selon les données disponibles, par la Finlande (environ 140 jours par an pour 1 000 employés), la Belgique et le Royaume-Uni (chacun plus de 90 jours pour 1 000 employés). À l'inverse, les pays européens comptabilisant les ratios de journées de grève les moins élevés sur la période 2020-2023 étaient la Pologne, la Lettonie, la Suède et la Suisse (1 à 2 jours non travaillés par an pour 1 000 employés).

Il est toutefois important d'indiquer que les pays qui publient des données à ce sujet utilisent des méthodologies différentes pour comptabiliser les grèves, notamment en ce qui concerne les seuils à partir duquel elles sont recensées (par exemple en France : entreprises de 10 employés ou plus). Ainsi, bien que l'étude de présentée ici offre un aperçu intéressant des tendances à l'échelle régionale, il convient de prendre avec prudence les comparaisons de pays à pays et de tenir compte du fait que les chiffres indiqués représentent une sous-estimation du nombre total réel d'actions syndicales à l'échelle nationale.

Assiste-t-on à une recrudescence des grèves en France ?

Assiste-t-on a une recrudescence des grèves en France ? Tout dépend de l'échelle de temps sur laquelle on se place. Alors que le nombre de grèves est tombé au plus bas pendant la pandémie de Covid-19, un retour en force de la contestation sociale est observé depuis 2022, comme le révèlent les données de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des Statistiques (Dares). Toutefois, les chiffres annuels sur les grèves publiés à ce jour restent assez loin des niveaux enregistrés en 2010.

En 2023, dernière année pour laquelle ces données disponibles, la Dares a comptabilisé 171 journées individuelles non travaillées pour fait de grève pour 1 000 salariés dans le secteur privé non agricole en France. Un chiffre en hausse de 72 % par rapport à 2022 (99 jours pour 1 000 salariés), et de 195 % par rapport au creux enregistré en 2021 (58 jours). L'année 2023 avait notamment connu des mouvements sociaux importants liés à la réforme des retraites. Comme le montre notre infographie, sur la période étudiée (2008-2023), c'est en 2010 que le nombre de jours de grève dans le privé reste le plus élevé : 308 jours par salarié. Cette année-là, d'importants mouvements sociaux avaient touché le pays, principalement contre la réforme des retraites, mais ils avaient aussi pris une dimension anti-austérité plus générale suite à la crise financière de 2008.

Dans le détail, sur la période couverte, les transports et la logistique étaient le secteur d'activité dans lequel le ratio de journées individuelles non travaillées pour fait de grève était le plus élevé : 538 jours par an pour 1 000 salariés, tandis que le secteur de la construction affichait le ratio le plus faible : 11 jours, et que la moyenne nationale dans le secteur privé s'élevait à 110 jours.





De Tristan Gaudiaut pour Statista

Ici Vaucluse : les Vauclusiens appelés à soutenir leur radio de proximité



Ecrit par le 1 novembre 2025



Les équipes <u>d'Ici Vaucluse</u> (<u>ex-France bleu Vaucluse</u>) appellent ses auditeurs à venir manifester lundi prochain leur soutien au refus du le projet de rapprochement des entreprises de l'audiovisuel public porté par la ministre de la Culture Rachida Dati. Invoquant une réforme indispensable pour relancer un secteur de l'audiovisuel public en perte d'audience ayant notamment raté le virage du numérique, cette dernière veut mettre en place une holding pour chapeauter Radio France, France Télévisions et l'INA.

« Notre radio est en danger! »

« Une grande partie du personnel est en grève illimitée depuis ce jeudi 26 juin 6h du matin pour dénoncer le plan de fusion/olding porté par Rachida Dati, et la volonté de démantèlement du réseau Ici par des équipes d'encadrement parisiennes qui veulent aseptiser nos antennes et les appauvrir de notre ADN : la proximité et le local », dénonce notre confrère Philippe Paupert, porte-parole local de l'intersyndicale de ce mouvement très largement suivi à l'échelle nationale par l'ensemble du réseau Ici.

Manifestation de soutien à <u>Ici Vaucluse</u>. Lundi 30 juin. Dès 12h devant les locaux de la radio situés 25, rue de la République. Avignon



France Bleu Vaucluse devient 'ici Vaucluse'

Manifestation des agriculteurs : acte III en Vaucluse ce vendredi 13 décembre



Demain, vendredi 13 décembre, les agriculteurs de Vaucluse, mais aussi du Gard et de la Drôme, se mobilisent à nouveau. Cependant cette fois-ci, après les deux premières manifestations qui se sont déroulées à Avignon le lundi 18 et le mercredi 27 novembre derniers, les Jeunes agriculteurs de Vaucluse et la FDSEA 84 (Fédération départementale des syndicats d'exploitants Agricole), se sont donnés rendezvous sur la RN7 entre Piolenc et Orange à partir de 13h30. C'est donc dans ce secteur que la circulation devrait être perturbée.

« Nous voulons vivre de notre travail. »



Pour l'occasion, le mouvement de contestation mettra plutôt en avant la filière viticole qui « traverse une période de crise, où les négociations sont en cours et où le négoce doit maintenir les prix face à la grande distribution, au risque de voir la filière disparaître dans la région », explique les organisateurs de la manifestation qui ont aussi reçu du Syndicat des Côtes-du-Rhône.

« Nous voulons vivre de notre travail, insistent les agriculteurs locaux. Nous voulons vivre de nos revenus et pas des aides. »

Décathlon Avignon Sud cesse la vente de poissons pour la pêche au vif



Suite à la mobilisation du <u>Collectif vauclusien de Protection Animale</u> et de l'association <u>PAZ</u> (Projet Animaux Zoopolis), le magasin <u>Décathlon</u> Avignon Sud - Mistral 7 a cessé la vente de poissons pour la pêche au vif.

En décembre 2023, le Collectif vauclusien de Protection Animale et l'association PAZ ont créé une



pétition pour demander aux 2 magasins de l'enseigne Décathlon de la région d'Avignon de cesser de vendre des poissons pour la pêche au vif. Cette pétition a obtenu plus de 20 000 signatures. Si le magasin d'Avignon Sud a cessé les ventes, celui du Pontet continue pour le moment ce que l'association PAZ qualifie de « commerce cruel. »

« Nous félicitons le magasin Decathlon Avignon Sud - Mistral 7 d'avoir arrêté de vendre des poissons pour qu'ils soient torturés, a déclaré Amandine Sanvisens, co-fondatrice de PAZ. Les animaux ne sont pas de vulgaires articles de sport. La torture ne devrait pas être considérée comme un sport ou un loisir. Nous demandons à l'enseigne Decathlon de ne plus vendre de poissons dans tous ses magasins. »

En Europe, plusieurs pays ont interdit cette pratique considérée comme de la torture animale, tels que l'Allemagne, l'Autriche (Haute-Autriche et Carinthie), l'Ecosse, l'Irlande (en eau douce) et la Suisse. L'association PAZ rappelle que Décathlon est partenaire des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et que cela donne une « mauvaise image de la France. »

Récemment, l'association PAZ a lancé une nouvelle pétition qui s'adresse à l'enseigne, et pas seulement aux magasins de la région d'Avignon, qui a déjà atteint près de 13 000 signatures. L'association soutient la proposition de loi visant à interdire la pêche au vif émise par le député Gabriel Amard (LFI – NUPES – Rhône). Les défenseurs de la protection animale continuent leur mobilisation à travers différentes actions pour que le magasin du Pontet cesse ce type de vente, mais aussi plus largement tous les magasins de l'enseigne de sport.

Les salariés de Vaucluse Matin continuent de se mobiliser contre son démantèlement



Ecrit par le 1 novembre 2025



La rédaction du quotidien <u>Vaucluse Matin</u> s'oppose au plan de restructuration de la direction du Dauphiné libéré auquel le titre fondé en 1946 appartient. Après six jours de grève, une mobilisation rassemblant une centaine de soutiens, les salariés placent une banderole sur le pont d'Avignon.

« Crédit mutuel : la banque qui veut liquider la presse #sauvonsvauclusematin. » C'est ce qu'on a pu lire ce vendredi 9 février sur une banderole déployée par les salariés du quotidien sur le Pont Saint-Bénézet à Avignon, la banque étant l'unique actionnaire du groupe Ebra qui possède Le Dauphiné Libéré et Vaucluse Matin. Cette action s'ajoute à six jours de grève, à une mobilisation, et à une pétition, qui compte désormais plus de 4 000 signatures.

Pour signer la pétition contre le démantèlement de Vaucluse Matin par la direction du Dauphiné libéré

Ce message vient en réaction à l'annonce d'un plan d'austérité visant à réduire de 40 % l'effectif, soit neuf postes sur 24 salariés. Une mesure qui entraîne la suppression des pages sports, un désengagement d'Avignon avec la fermeture du centre départemental historique, ainsi qu'un repli sur le Nord du



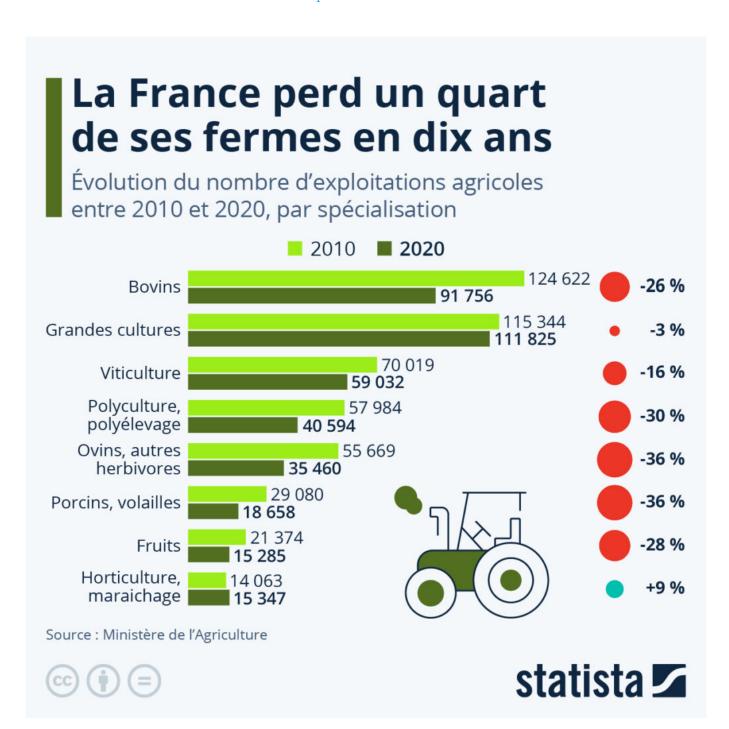
Vaucluse, abandonnant le Sud. Alors que les négociations avec la direction entrent dans leur dernière ligne droite, l'équipe du journal réaffirme son opposition à ce plan, qui annonce la mort du titre, présent dans le Vaucluse depuis 1946.

Dans le même temps, le Crédit Mutuel Alliance Fédérale a indiqué avoir achevé l'année 2023 « sur une performance historique », avec un résultat net qui a atteint 4,1 milliards d'euros (+18,1 %).

Lire également : 'Presse : « Je suis Vaucluse Matin »'

V.A.

La France a perdu près d'un quart de ses fermes en dix ans



La mobilisation des agriculteurs continue dans toute la France. Selon les renseignements territoriaux, près de 800 tracteurs se trouveraient dans le bassin parisien, et aucune région du pays ne serait épargnée par les blocages des agriculteurs.

Leurs revendications sont multiples. Ils demandent que les lois EGalim, censées permettre aux



agriculteurs de vivre dignement de leur travail en rééquilibrant les relations commerciales entre les producteurs agricoles et les <u>entreprises agroalimentaires</u>, soient mieux appliquées et renforcées afin que les agriculteurs n'aient pas à vendre leur production à perte. De nombreux syndicats demandent également la fin de l'obligation par l'<u>Union européenne</u> de consacrer 4 % des terres arables à de la jachère ou à des infrastructures agroécologiques. Ils demandent aussi que les produits d'importation soient soumis aux mêmes normes que les produits français, afin d'éviter une concurrence jugée déloyale.

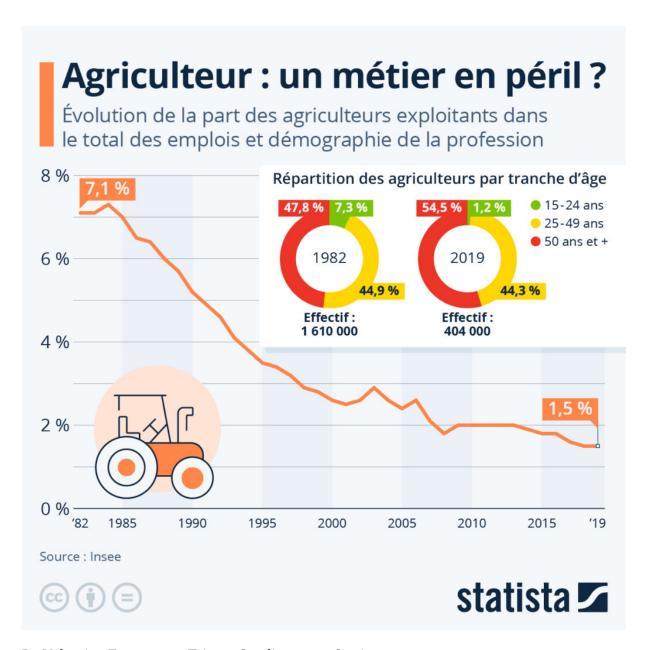
Comme le montre notre infographie, basée sur les données du plus récent <u>recensement agricole</u> du Ministère de l'Agriculture, la France a perdu plus de 100 000 exploitations entre 2010 et 2020. Ce sont les exploitations spécialisées dans l'élevage qui ont été les plus touchées : plus de 63 000 ont disparu en dix ans, soit près de deux tiers de la diminution totale. Les exploitations de petite taille ont particulièrement souffert. Le nombre de micro-exploitations a ainsi baissé de 31 %, tandis que celui des petites et moyennes exploitations a diminué de 21 %.

La surface agricole utile est par ailleurs restée stable, ce qui s'explique par l'agrandissement de la taille moyenne des exploitations agricoles : de 55 hectares en 2010 à 69 hectares en 2020, soit une augmentation d'environ 25 %. Les grandes exploitations (136 hectares en moyenne) sont les seules à avoir vu leur nombre augmenter : elles étaient 2 000 de plus en 2020 que dix ans auparavant.

Agriculteur : un métier en péril ?

Alors que la grogne des agriculteurs se poursuit, le Premier ministre Gabriel Attal a reçu ce lundi 29 janvier soir les patrons des syndicats agricoles pour discuter de leurs revendications. Selon le ministère de l'Agriculture, de nouvelles mesures de soutien à la filière devraient prochainement être annoncées par le gouvernement. Dans le contexte de crise démographique inédite qui touche la profession, l'un des sujets les plus attendus est la réforme destinée à faciliter la transmission des exploitations agricoles. En effet, selon le dernier recensement publié par l'Insee, plus de la moitié des agriculteurs exploitants (55 %) sont aujourd'hui âgés de cinquante ans et plus. Ainsi, d'ici dix ans, on estime que la moitié des agriculteurs du pays auront cessé leur activité.

Depuis le début des années 1980, le nombre d'agriculteurs exploitants a déjà été divisé par quatre en France, selon les données de la dernière étude de l'<u>Insee</u> sur le sujet. Alors que la taille moyenne des <u>exploitations agricoles</u> a plus que doublé en quarante ans, la part des agriculteurs dans l'emploi a fortement chuté, passant de plus de 7 % en 1982 à seulement 1,5 % en 2019. Dans le même temps, l'âge moyen des agriculteurs exploitants a également beaucoup évolué. Alors que la profession comptait plus de 7 % de jeunes (15-24 ans) au début des années 1980, cette part est aujourd'hui tombée à 1 %, un chiffre nettement insuffisant pour assurer le renouvellement des générations dans le secteur agricole.



De Valentine Fourreau et Tristan Gaudiaut pour Statista

Ecrit par le 1 novembre 2025

Le Vaucluse se mobilise pour le Maroc



Le Maroc a été touché par un violent séisme d'une magnitude de 6,8 dans la nuit de vendredi 8 à samedi 9 septembre. Plus de 2 000 personne seraient décédées selon le dernier bilan qui annonce également plus de 2 400 blessés. Touchés par ce drame, le Vaucluse, mais aussi la Région Sud, commencent à se mobiliser pour apporter leur aide.

En réponse à cette situation alarmante, et la communauté marocaine d'Avignon étant l'une des plus importantes de France, Cécile Helle, maire d'Avignon, a tenu à exprimer son émotion et sa solidarité au peuple marocain ainsi qu'aux autorités du pays. « Je pense tout particulièrement à celles et ceux qui ont été touchés dans leur chair par ce terrible séisme, évoque-t-elle dans un communiqué. Je pense également à l'ensemble de la communauté marocaine d'Avignon dont les attaches familiales et amicales avec leur pays d'origine restent importantes. » La maire a également souligné que la Ville d'Avignon se mobiliserait d'avantage dans les prochains jours pour manifester plus concrètement son soutien et son aide aux villes et villages marocains, ainsi qu'à leurs populations.

Plusieurs collectes s'organisent déjà pour venir en aide aux sinistrés. <u>L'association d'amitié francomarocaine d'Avignon</u> recherche en priorité du matériel médical (contact : 06 10 30 63 85). L'association Djelia Internationale organise également une collecte de fonds en Vaucluse. Si vous souhaitez donner, il faut contacter Latif Dehy par mail à l'adresse dehy.latif@gmail.com



La Région Sud, de son côté, s'est associée à la Région Occitanie et à la Corse, pour offrir son soutien au Maroc. Ensemble, ils débloquent en urgence 1 million d'euros pour venir en aide au peuple marocain et s'engagent pour aider les blessés et sinistrés, tout en se rendant disponibles pour déployer une aide humanitaire d'urgence.

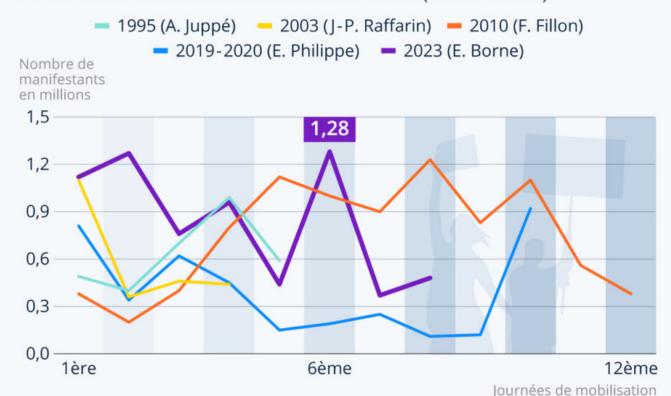
V.A.

Retraites 2023 : jusqu'à 1,28 million de manifestants



Retraites 2023 : jusqu'à 1,28 million de manifestants

Nombre de manifestants des grandes mobilisations contre les réformes des retraites en France (1995-2023)



Il s'agit des chiffres fournis par le ministère de l'Intérieur. Seules les journées de mobilisation nationale à l'appel des principaux syndicats sont comptabilisées.

Source: Ministère de l'Intérieur via France Info







De la colère à l'Assemblée nationale, de la violence dans les rues et la capitale parsemée de déchets. La réforme des retraites de Macron a certes été votée à l'Assemblée nationale suite à l'utilisation par le



gouvernement Borne de l'article 49-3 de la constitution, mais une grande partie de la population reste en désaccord avec les changements prévus, en particulier la hausse de l'âge légal de départ à la retraite. Alors que des manifestations sont organisées depuis des semaines dans plusieurs villes françaises, des rassemblements spontanés ont eu lieu lundi soir, après l'échec des deux motions de censure déposées contre le gouvernement. Lors d'affrontements parfois violents, la <u>police</u> fait usage de gaz lacrymogènes et de nombreuses arrestations ont eu lieu. De nouvelles grèves et manifestations sont prévues jeudi.

Ce graphique basé sur les <u>données</u> du ministère de l'Intérieur compare l'évolution des manifestations contre les différentes réformes des retraites en France entre 1995 et 2023, selon le nombre de manifestants par journée de mobilisation.

Il y a eu plusieurs cycles de manifestations contre des réformes liées aux retraites en France ces dernières décennies : en 1995, en 2003, en 2010, en 2019-2020 et en 2023. C'est en 2010 que les manifestations s'étaient déroulées sur le nombre de journées de mobilisation le plus important, avec 12 jours de manifestations à l'appel des syndicats. En 2023, les manifestations contre la réforme des retraites portée par le gouvernement Borne ont rassemblé jusqu'à 1,28 millions de manifestants, d'après le ministère de l'Intérieur.

De Claire Villiers pour Statista